LETTRE AU COMTE DE BUTE,

A l'occasion de la retraite de M. PITT, *& sur ce qui peut en résulter par rapport à la Paix.*

Traduit de l'Anglois sur la troisiéme Edition.



A LONDRES.

M. DCC. LXI.

J
gi
qu

*
d'A
les

par Genet



LETTRE AU COMTE *DE BUTE.



MILORD,

JE suis persuadé que vous n'imaginerez pas, non plus que le Public, que cet Ecrit ait été fait dans la

* Le Comte de *Bute* est Sécretaire d'Etat du Roi d'Angleterre, ayant le Département du Nord pour les affaires Étrangères.

vûe de ranimer les disputes politiques, qui depuis l'avénement de Sa Majesté, avoient été renfermées dans le secret du cabinet, & n'avoient point divisé la Nation. Lorsque nos Anglois sont dans la persuasion, d'après leur opinion ou leur expérience, qu'ils ont des Ministres intégres & capables, ils sont plus dociles & plus unis de sentimens qu'aucun autre peuple de l'Europe.

Mais, Milord, voici un événement qui, s'il n'est point expliqué à la satisfaction générale, nous menace de déranger cette harmonie qui faisoit le bonheur & la gloire de notre Isle. C'est le zêle dont je suis animé pour le maintien d'une si belle union, qui m'engage à vous adresser cet Ecrit, dans

lequel, ſous les auſpices d'un nom auſſi agréable au Public, & auſſi reſpectable que le vôtre, je ferai enſorte de prouver :

1°. *Qu'une paix ſolide, honorable & avantageuſe, dans les circonſtances actuelles de la Grande-Bretagne, ſes peuples étant auſſi épuiſés qu'ils le ſont & ſes dettes auſſi multipliées, eſt préférable aux ſuccès les plus éclatans de la guerre.*

2°. *Qu'une paix pareille fourniroit à la Grande-Bretagne une occaſion de s'excuſer à l'avenir, en augmentant encore ſon crédit & ſa réputation, de contracter avec quelque Puiſſance que ce ſoit ſur le continent, des liaiſons auſſi ruineuſes par la profuſion du ſang de ſes ſujets & de ſes tréſors,*

que le font celles dans lesquelles elle est actuellement engagée.

3°. *Que la retraite de M.* Pitt *ne peut nullement empêcher l'exécution de ce système pacifique.*

4°. *Que ce même Ministre & ses amis, dont le Patriotisme & l'attachement désintéressé pour leur pays ne peuvent être revoqués en doute, doivent & voudront, pour soutenir ce caractère, coopérer à cet ouvrage si utile, soit qu'ils soient en place ou hors de place; attendu qu'on ne sauroit les soupçonner de vouloir traverser les opérations de Sa Majesté, même en supposant que ces opérations n'eussent point été conseillées par eux.*

Je ne puis point entrer dans la discussion de la première de ces pro-

positions, sans vous observer, que nonobstant tous nos succès importans, ni Sa Majesté, ni son auguste Ayeul, n'ont jamais dit que ce fût leur intention de *dicter* & non de *négocier* la paix.

L'indication d'un Congrès à *Ausbourg*, la nomination des Plénipotentiaires, la correspondance des Ministres entr'eux, sont autant de faits qui prouvent l'existence d'une négociation; & toutes les fois qu'il arrive qu'une négociation précéde un Traité, il y a toujours lieu de présumer que de part & d'autre on est disposé à se relâcher sur quelques prétentions, tant du côté où est la prépondérance, que de celui qui est sur son déclin, ou qui même est déja renversé. *Edouard III*, Milord, aux portes

de Paris avec une armée victorieuſe, fit cependant de grands ſacrifices par le Traité de *Bretigny ;* & *Henri V* ne dédaigna pas de conclure celui de Troyes, quoiqu'il fût réellement en poſſeſſion des trois quarts de la France.

Après avoir établi ces principes, il eſt néceſſaire pour fixer les conditions d'une paix juſte & honorable, que nous examinions quelles ſont les ceſſions que la Grande-Bretagne doit faire ſi le Congrès d'*Ausbourg* a lieu ; car je ne veux point mortifier nos Patriotes préſomptueux, en ſuppoſant qu'il reſte à la France quelque autre choſe à nous donner, que ſon conſentement à ce qui aura été arrêté dans le Congrès, & des preuves de ſa bonne-foi dans l'exécution du Traité.

Cependant je ne puis m'empêcher de croire que ce consentement même doit être acheté par quelque cession de la part de la Grande-Bretagne. Voyons à présent quelles doivent être ces cessions.

Je ne crains point de dire, Milord, que par la situation, les intérêts, & même le génie de la nation Angloise, il est démontré qu'elle ne doit point ambitionner d'autres acquisitions que celle du commerce. Lorsque nous avons commencé la guerre présente, ce n'a point été dans la vûe d'augmenter ce commerce, mais de le protéger. Aujourd'hui qu'il nous en a coûté tant de sang & de trésors pour pousser cette guerre, je ne trouve point qu'il soit déraisonnable de prétendre à un accroissement de ce com-

merce, indépendamment de sa sûreté & de sa protection. Les François ont fait des empiétemens sur les derrières de nos Colonies; ils ont élevé une chaîne de Forts par lesquels ils nous menaçoient, ou de nous expulser de toutes nos possessions sur le Continent de l'Amérique Se... tentrionale, ou de nous les rendre tout-à-fait inutiles. Il s'agit donc de savoir, les choses étant en cet état, quelles sont les conditi..s de paix, sur lesquelles la Couronne & le Ministère Britanniques doivent insister.

Je suis persuadé qu'il n'y a ..as en Europe un homme de bon s..s qui ne croye que, lorsque la ..uerre a commencé, la sûreté de ..os établissemens en Amérique ..oit tout ce que nous attendions, tout ce

que nous demandions ; ainſi je penſe que ſi les François nous euſſent offert *alors* cette ſatisfaction, ils auroient pu, dès ce tems-là, ſe procurer la paix à des conditions dont je ne doute point qu'ils ne fuſſent très-contens aujourd'hui : leur obſtination a été auſſi déplacée qu'indomptable, & cela ne doit point nous ſurprendre dans un peuple pour qui la meſure du droit eſt celle du pouvoir. Ils avoient une Marine floriſſante ſur les mers de l'Europe, & un vaſte empire dans le Continent de l'Amérique, dont ils étoient perſuadés que la Nature & l'Art écarteroient nos armes. Quelques événemens, au commencement de la guerre, plus déſavangeux pour nous par l'opinion que nous en avions que par le fait, les

confirmérent dans leur opiniâtreté & nous jettérent dans un découragement, ou plutôt dans une maladie de langueur, qui fut cause que l'on appella M. *Pitt* au Ministère.

Il n'y a peut-être jamais eu de Ministre, qui en prenant les rênes du Gouvernement, se soit trouvé dans des circonstances aussi avantageuses que celles où étoit M. *Pitt.* Ses liaisons personnelles, & celles de sa famille; la bonne opinion que son Souverain avoit de lui; le tribut d'hommages que les peuples rendoient à ses vertus & à sa capacité, ne lui laissoient rien à désirer : tous les Départemens furent remplis de gens qu'il avoit nommés lui-même, & tous les projets présentés par lui étoient adoptés sans examen.

Mais je ne veux point m'écarter du premier chef que j'ai entrepris de traiter : ſans le perdre de vûe cependant, je pourrois faire obſerver que la haute eſtime du Peuple pour ce Miniſtre, s'accrut beaucoup par la défaite de notre Eſcadre dans la Méditerranée, par la réſolution auſſi ridicule qu'inexplicable qui fut priſe quelque tems après, d'appeller en Angleterre les Heſſois & les Hanovriens pour nous défendre, & par pluſieurs autres évenemens de la même eſpece qui lui furent également favorables. Il n'eſt point douteux que ſes premières opérations n'aient été plus vigoureuſes & par conſéquent plus du goût de ſon Maître, qu'aucune de celles qui avoient été propoſées auparavant ; mais je ne ſaurois con-

venir qu'elles aient toutes été d'une égale utilité. La première expédition qui fut projettée, je parle de la conquête de *Rochefort*, ſi elle n'eût point eu une mauvaiſe iſſue, auroit ſûrement été d'un avantage très-conſidérable & très-ſolide en même tems pour notre Nation. Mais, quoiqu'elle ait échoué, les ennemis de M *Pitt*, s'il en avoit, furent beaucoup plus indulgens pour lui, que ſes amis ne l'avoient été pour l'ancien Miniſtère dans l'affaire de *Byng* & dans celle de *Minorque*. Il n'y eut ni Ecrivains ni Déclamateurs employés à faire retomber ſur lui le blâme du mauvais ſuccès de cette expédition, quoiqu'il vînt peut-être, (autant qu'il eſt poſſible de le dire de toutes les expéditions manquées dont notre Hiſtoire

fait mention) de mesures très-mal prises & d'ordres tout à fait contraires au bon sens. Quant aux deux descentes en France, projet que ses amis assurent lui appartenir, & par lequel il a voulu convaincre les François qu'il étoit possible de les attaquer avec succès dans leur propre pays; je ne vois point du tout quels sont les bons effets qui en ont résulté pour notre Nation. Je croirois plutôt que ces descentes ont servi à prouver que les François sont invulnérables chez eux, car je ne puis m'empêcher de trouver une grande différence entre une *simple égratignure* & *une blessure dangereuse*. Peut-être que si l'on considéroit les sommes immenses que ces deux expéditions nous ont coûté, & aussi le sang qu'elles nous ont fait verser, pour

ne pas parler de la honte qu'elles ont attirée sur nos armes, le défenseur le plus intrépide de ce Ministre seroit embarrassé pour faire voir que ces expéditions ont produit quelqu'autre avantage, que la brillante parade du transport du canon de Cherbourg à la tour de Londres, & la preuve, dont on n'avoit pas besoin, qu'il étoit possible de mettre des troupes à terre sur la côte de France. S'il m'étoit permis de hazarder une conjecture, je pourrois faire voir qu'au lieu de nous rapporter quelque profit, ces descentes nous ont été très-préjudiciables, en ce qu'elles ont appris aux François la méthode que nous suivons pour les exécuter, & les moyens de les faire échouer, s'il nous arrive jamais d'en entreprendre de nouvelles.

On

On dira ſans doute que le plan de la conquête du Canada ne peut pas être conteſté à M. *Pitt;* j'en conviendrai ſans difficulté, j'ajouterai même qu'il en a rejailli ſur lui beaucoup de gloire. Mais je défie l'adorateur le plus idolâtre de ce Miniſtre de nier que ſi la Providence, car je ne ferai point intervenir ici le hazard, n'eût point concouru avec le courage incroyable de nos troupes & de notre Général, cette entrepriſe témeraire auroit eu les ſuites les plus terribles pour nous, & auroit été regardée ici comme le projet le plus extravagant que l'on ſe ſoit jamais aviſé d'entreprendre : quiconque voudra ſeulement jetter les yeux ſur la dernière Lettre que le brave Général *Wolfe* a écrite à ce ſujet, & la comparer avec les opérations qui ſe fi-

rent après, & qui réuſſirent par miracle, ne pourra s'empêcher d'être du même ſentiment que moi. Cependant je reconnois que la conquête du Canada eſt une acquiſition auſſi importante que glorieuſe pour la Grande-Bretagne.

Je ne diſcuterai point ici, quoique je pûſſe bien le faire avec toute l'aſſurance poſſible de ne rien hazarder, ſi la réduction de *Louiſbourg* eſt un projet de M. *Pitt* ou non. Quoi qu'il en ſoit, il eſt certain que cette conquête n'eſt exactement qu'un avantage négatif, qui ne peut être compté parmi les acquiſitions de la Grande-Bretagne. J'ajouterai encore qu'elle a été non ſeulement projettée, mais même exécutée ſous un autre Miniſtère, dans les meſures & dans les opéra-

tions duquel je ne ſoupçonne point M. *Pitt*, ni ſes amis, de prétendre jamais avoir eu la moindre part. Vous voyez, Milord, que je ne dis rien ici ſur l'utilité très-douteuſe de la démolition des fortifications de *Louiſbourg*, ordonnée par M. *Pitt*, quoiqu'il ſoit aiſé de faire voir que la guerre dans ce pays-là, étant devenue à notre déſavantage une guerre de courſes de mer, il ſeroit très à ſouhaiter pour l'intérêt de la Grande-Bretagne, que les fortifications de cette place ſubſiſtâſſent encore.

Je ne ferai point difficulté d'avouer que l'honneur entier de la conquête de *Gorée* & du *Senégal* appartient à M. *Pitt*, & qu'il a fait voir une grande ſagacité en s'appropriant les projets que lui avoient

préſenté pour la réduction de ces places, des perſonnes bien inſtruites de leurs forces & de leur ſituation. Mais, Milord, je ſerois fort curieux de ſavoir, ſi juſqu'à préſent, la Grande-Bretagne s'eſt apperçue que ces acquiſitions ſoient auſſi avantageuſes à nos intérêts & à notre commerce, qu'on a voulu nous le perſuader d'abord: ſi au contraire, il n'eſt pas généralement reconnu que ces nouvelles poſſeſſions ſont le tombeau des Anglois; & enfin, ſi elles peuvent compenſer par leur utilité, les pertes immenſes qu'elles nous font faire dans notre population.

La conquête de *Belle-Iſle*, Milord, eſt encore une autre fleur dont M. *Pitt* a orné le front victorieux de ſa Nation : j'appelle cette conquête une fleur, parce que je ne crois pas

qu'il y ait quelqu'un en Angleterre, ou au dehors, qui puisse imaginer qu'elle sera durable, ou qui ne convienne, s'il la suppose telle, qu'elle nous coûtera cinquante fois plus qu'elle ne vaut. Je ne veux point nier que l'on n'ait très-bien fait d'acquérir cette Isle, car elle sera toujours d'une très-grande conséquence pour la France, & elle peut former un objet de compensation dans la négociation future; je conviens encore de la grande considération que cette conquête nous a donnée aux yeux de tout le reste de l'Europe.

Quant à nos acquisitions dans l'Inde, Milord, je ne conviendrai jamais qu'elles soient le fruit des conseils de M. *Pitt*; je sais bien que les troupes & la marine du Roi y

ont été employées, mais le projet avoit été formé & entrepris long-tems avant que M. *Pitt* entrât dans le Ministère. Au surplus, en examinant les constitutions actuelles de notre Compagnie des Indes, on voit qu'il est très-difficile de décider si c'est la Nation ou le particulier, qui doit retirer le plus d'avantages de ces conquêtes.

Je vous prie de croire, Milord, que ce n'est par aucune mauvaise volonté contre M. *Pitt*, que je me suis livré à toutes ces réflexions : *Amicus Plato, sed magis amica veritas*. J'aime M. *Pitt* de tout mon cœur, mais ma Patrie m'est encore plus chère que lui ; & je vois avec un vrai déplaisir un si grand nombre de mes Compatriotes infatués de ce Ministre, au point d'imaginer

que ſa retraite ſera l'époque de la décadence de la Grande-Bretagne. Leur zêle pour lui, ſoit dit en paſſant, ne préſente pas une idée fort avantageuſe des lumières de notre Roi ou de ſon auguſte Ayeul, non plus que des conſtitutions de notre pays; car ils ne peuvent lui attribuer tous nos ſuccès & toute notre gloire ſans ſuppoſer ce qui eſt abſolument incompatible avec le Gouvernement Britannique, qu'il puiſſe y avoir un premier Miniſtre qui gouverne ſeul, & qui ſoit parfaitement indépendant. Vous ſavez ſûrement mieux que moi, Milord, qu'il ne peut pas y avoir de Dictateur dans un Conſeil Britannique, & que tout projet porté à ce Conſeil ne peut être mis à exécution, qu'il n'ait été approuvé par le plus

grand nombre des Membres qui y assistent, ou par le Souverain, ou même avec l'agrément unanime du Souverain & de la plus grande partie du Conseil.

Permettez-moi d'ajoûter, Milord, qu'il n'arrive que trop fréquemment dans notre pays, que dans la chaleur de l'enthousiasme où nous transportent nos conquêtes, & pendant que les acclamations de triomphe retentissent encore dans nos oreilles, les Ministres, ainsi que le Peuple, perdent tout-à-fait de vûe les intérêts Nationaux, & donnent dans les écarts les plus surprenans. Je crois même que c'est assez ordinairement ce qui distingue toute conquête, qui coûte plus qu'elle ne rapporte, & dont l'importance ne répond pas à la dépense de son en-

tretien. Je ne prétends pas assurer ici positivement que ce soit sous ce point de vûe qu'il faille envisager les conquêtes que la Grande-Bretagne a faites dans la guerre présente ; mais en tout cas, je soutiens (pour ne pas m'écarter de ma première proposition) qu'il nous est très-possible de faire une paix sûre & honorable sans retenir de pareilles conquêtes. J'ai évité à dessein jusques à présent de parler de notre acquisition de la Guadeloupe, parce que la voix publique ou plutôt une partie du Public, semble la mettre à côté de celle du Canada.

Il est bien sûr qu'elle a été conquise pendant le ministère de M. *Pitt* : mais qu'elle l'ait été en conséquence de son plan, c'est ce qui est plus que douteux. Si le premier

projet lui a appartenu, il en a confié l'exécution à l'Officier qui en étoit peut-être le moins capable de tous ceux qui ſont au ſervice de S. M. L'iſſue de l'entrepriſe répondit au mérite du Général. Elle fut malheureuſe, & les cauſes qui la firent manquer ont toujours échapé à la pénétration du Public. Elle fut donc repriſe : mais je ne crois pas que les amis de M. *Pitt* oſent ſoutenir que ç'ait été par ſon avis ou par ſa direction, & tout le monde ſait que nous devons la poſſeſſion de la Guadeloupe à cette témérité, que l'on appelle *folie*, quand elle n'eſt point ſuivie du ſuccès, & qui eſt qualifiée d'*héroïſme* quand elle eſt heureuſe. Je ſuis bien éloigné de vouloir déprimer le mérite du Général, des Offi-

ciers & des Troupes qui ont fait cette conquête. Les plus grands noms de l'hiſtoire ont dû ſouvent tout leur éclat à une heureuſe témérité; & ſi l'expédition n'avoit pas été repriſe, nous n'aurions fait que préparer aux ennemis de la Grande-Bretagne un ſujet de triomphe bien mortifiant & bien humiliant pour nous.

Ce coup-d'œil porté ſur les victoires & les conquêtes de M. *Pitt*, n'eſt point une témérité de ma part; en effet, que ſes conquêtes ſoient importantes ou non, on ne peut diſconvenir que la voix publique ne lui ait fait une injuſtice en les lui attribuant à lui ſeul. Mais en montrant même à ſes admirateurs aſſez de complaiſance pour convenir avec eux qu'il a dirigé ſeul toutes

les entreprises, il ne nous sera pas possible d'ajoûter à tous les sujets d'éloge qu'ils prétendent trouver dans sa conduite, le mérite d'avoir été économe de l'argent de l'Etat; ce n'est point que je l'accuse de l'avoir dissipé, mais j'ose avancer que la Grande-Bretagne n'a jamais eu & n'aura, je l'espère, jamais d'administration plus coûteuse que la sienne, & que tout le fruit que nous pourrions retirer de nos conquêtes, n'est pas capable de nous indemniser de la sixiéme partie de l'intérêt annuel de l'argent qu'elle nous coute.

Je sais, Milord, que c'est l'allégation ordinaire de nos Politiques subalternes, que tout cet argent se dépense chez nous. Je veux bien croire que cela est ainsi, & ne faire même aucune attention au capital;

encore faut-il que l'intérêt annuel soit payé; & il ne peut l'être sans une multiplication annuelle des impôts. Je crois que la conséquence de ceci, c'est-à-dire, ce qui en doit résulter à la fin, est un objet qui mérite la plus sérieuse attention de notre part.

Lorsque M. *Pitt* arriva au timon des affaires, on nous signifia dans une belle harangue, émanée du Trône, que plus nos préparatifs pour la guerre seroient vigoureux & plus elle seroit poussée avec vivacité, plus aussi nous serions sûrs d'arriver bientôt à sa fin: ce qui vouloit dire, plus vous donnerez d'argent cette année-ci, moins vous en donnerez l'année prochaine. Nous reçûmes cette doctrine avec plaisir. L'argent fut levé sans mur-

murer. L'on pourſuivit la guerre avec vigueur, mais l'on n'en approchoit pas davantage de ſon terme; il ſembloit au contraire s'éloigner. L'année ſuivante, on demanda le double de la même ſomme, on répéta au Public le même langage, on lui fit entendre à peu près le ſens de ce proverbe familier, qu'il ne faut pas laiſſer noyer un bœuf pour ſauver un œuf. La nouvelle ſomme demandée ſe léve donc encore ſans murmure. Oh! pour le coup, cet argent produira l'effet que l'on en déſire. La France, avant la fin de la campagne, ſera réduite aux abois, & alors ceſſeront ces levées d'argent immenſes. Point du tout. Les ſéances ſuivantes & celles d'après débutent encore par les mêmes aſſurances, par l'expoſition des mêmes

beſoins ; & ſi la guerre continue, je ne ſerai point du tout ſurpris de voir les ſéances publiques s'ouvrir de la même manière.

Les impôts, Milord, ont des bornes, ainſi que tous les autres objets de la Politique ; & ces bornes ſont poſées dans la juſte proportion qu'il doit y avoir entre les beſoins de l'Etat & les facultés du peuple. Des beſoins étrangers aux intérêts d'une Nation, des beſoins que l'on fait naître pour donner un air d'importance à l'amuſette de la popularité, pour flatter & entretenir dans les peuples une paſſion qui leur eſt chère, quoique abſolument inutile & peut-être fatale au bien public, doivent néceſſiter à la fin des impoſitions qui excédent les moyens qu'ils ont d'y ſatisfaire.

C'eſt ce qui a toujours été, Milord, & ce qui ſera toujours ſuivi d'une de ces deux conſéquences ; ſavoir, ou que la Couronne ſe rendra abſolue, ou qu'elle tombera dans le mépris. Dans un pays comme le nôtre, où il n'y point d'autre foi publique que celle du Parlement, c'eſt la dernière de ces conſéquences qui me paroît le plus à craindre. Le Manufacturier, le Laboureur, l'Homme de mer, ſont obligés de travailler pour l'intérêt du crédit public, & il n'en reſtera pas un nombre ſuffiſant pour ſoutenir la dignité & l'autorité du Gouvernement ou pour ſatisfaire à l'avenir aux beſoins réels & indiſpenſables de l'État. Suppoſons, par exemple, que la guerre préſente doive durer encore deux ans ſur le pied des

fraix

fraix actuels qu'elle nous occasionne; c'est-à-dire que la dette nationale s'accroiſſe de huit millions ſterling par année; j'ajoute l'immenſe intérêt annuel que nous payons déja, & je demande à tout homme ſenſé, ſi la Grande-Bretagne, avec un commerce auſſi étendu que le ſien, avec des armemens auſſi conſidérables ſur terre & ſur mer, ſera en état de payer des intérêts auſſi prodigieux, & de lever en même tems l'argent néceſſaire pour les beſoins indiſpenſables du Gouvernement ?

Vous pouvez remarquer, Milord, que je ne mets point en queſtion l'article de la ſomme capitale; car je ne doute nullement que deux années de tems ne ſoient ſuffiſantes pour la lever. Mais, Milord, je ſuis aſſez original pour regarder cette

facilité avec laquelle se font nos emprunts, comme le symptôme le plus fâcheux des maux intérieurs de la Gr. Bretag., puisqu'il fait voir clairement le profit exorbitant que les Créanciers du Public doivent retirer, profit qui ne peut provenir que du travail du Cultivateur, du Marchand, de l'Homme de mer & du Manufacturier. Je m'attends à une objection que je sais avoir déja été faite; on me demandera pourquoi l'intérêt des emprunts ne supporte pas sa part d'impôts? Ma réponse est simple. Une taxation pareille seroit injuste par sa nature, & destructive du crédit public. Ceux qui ont leur argent dans nos fonds, payent concuremment avec ceux qui n'y ont rien, leur part des impôts sur toutes les choses de nécessité, de con-

venance où de luxe; & si le Parlement vouloit rompre le marché qu'il a fait avec les Créanciers du Public, il s'écarteroit de sa bonne foi, seule considération qui jusqu'ici ait soutenu le crédit national.

Je crois donc pouvoir conclure que ce même crédit sera nécessairement excédé dès que nos dettes seront accrues au point que le Gouvernement ne puisse pas en lever l'intérêt dans une année; & je demande si du train dont nous allons depuis quelque tems, nous n'arriverons pas bientôt à ce terme fatal? Le Bourgeois de Londres, enivré de ses richesses & de sa haine pour la France, me répond que nous ne manquerons pas d'argent pour soutenir la guerre: eh! tant pis pour nous, lui dirai-je; je sais bien que le peuple peut

aider le Gouvernement; mais ce qui me paroit difficile, c'eſt que le Gouvernement puiſſe payer le peuple. Il eſt impoſſible à notre Nation, malgré toutes ſes richeſſes & toute ſa grandeur, de lever en tems de paix huit millions chaque année. Je ſais que l'œconomie & la frugalité peuvent opérer de grandes choſes. Cependant, Milord, vous ne croyez ſûrement pas qu'elles puiſſent faire l'impoſſible, & je mets au rang des impoſſibilités toute réduction des intérêts qui ſont dûs aux Créanciers du Public.

Je ſais que l'on a déja fait de ces réductions, mais examinons de quelle manière. Ce n'a point été en rendant la foi du Parlement meurtrière d'elle-même; l'Etat n'a point dit à ſes Créanciers, » vous

» accepterez tel ou tel intérêt, soit » qu'il vous convienne ou non »; mais les créanciers de l'Etat ont eu à leur option, suivant l'usage simple & honnête de la vie commune, ou d'accepter l'intérêt que l'on vouloit leur payer, ou de retirer leur principal. Je conçois, Milord, qu'un Gouvernement qui ne devroit que soixante millions sterling, pourroit proposer un pareil choix sans risquer d'être pris au mot; & si on le sommoit de sa parole, sans être trop embarrassé pour la tenir. Mais dites-moi, je vous prie, Milord, quel est le Ministre qui osera tenir ce langage, » souffrez telle » réduction d'intérêt, ou retirez » vos fonds, « lorsque la dette publique passera cent vingt millions sterling, & lorsqu'il faudra ou que le

Créancier retire ſon capital, ou qu'il accepte une ſomme annuelle inférieure à l'intérêt légitime de l'argent en Angleterre ? Ce raiſonnement me paroît d'une clarté ſi frappante, que je ne le pouſſerai pas plus loin.

Mais je fais une réflexion qui m'affecte. Des gens remplis d'un véritable amour de l'Etat, me blâmeront peut-être de révéler des choſes de cette importance dans *Gath*, & de les publier dans *Aſcalon*. Hélas ! Milord, ce ſont des vérités qui ne ſont déja que trop connues des Philiſtins, & même des filles des Philiſtins ; elles ſont pour eux un ſujet de joie & de triomphe. Il ſemble qu'il n'y ait que de nous qu'elles ſoient ignorées, & c'eſt par cette raiſon qu'il

devient d'autant plus important de les rendre publiques. L'unique ressource de la France consiste aujourd'hui dans l'espérance que nous continuerons la guerre jusqu'à ce que notre crédit public soit abîmé. Elle se flatte que nous serons forcés alors de faire sans compensation & sans honneur, ce qu'il nous seroit possible d'effectuer aujourd'hui avec avantage & avec gloire.

Que l'on n'imagine point que je veuille insinuer qu'il faut abandonner tout ce que la guerre nous a produit plutôt que de la continuer : non, rien n'est plus éloigné de ma pensée ; rien ne doit même répugner davantage à tout homme qui sait apprécier les avantages & l'honneur de son pays. Mais, Milord, je suis trop ennemi de la contrainte,

pour ne pas m'expliquer avec liberté; apprenez donc ce que je penſe, c'eſt que nous en avons aſſez fait pour nos intérêts, & peut-être trop pour notre gloire. Sa Majeſté étoit perſuadée, ſans doute, ſuivant ce que j'ai avancé dans ma première propoſition, qu'une paix ſolide, honorable & avantageuſe, étoit préférable aux ſuccès les plus brillans de la guerre, lorſqu'au milieu de tant de ſuccès elle a nommé ſes Plénipotentiaires pour le Congrès d'Auſbourg. Si ce Congrès ſe tenoit actuellement (& j'avoue que je ſuis fâché qu'il ne ſe tienne pas), rien ne nous forceroit d'adhérer à des demandes déraiſonnables. Si la France nous diſoit: Vous nous rendrez Quebec, la Guadeloupe, Senegal, &c. & que nous duſſions répon-

dre que non, qu'en arriveroit-il? la guerre continueroit, ſans doute: mais, de notre part, ce ſeroit une guerre défenſive, une guerre de juſtice; nous laiſſerions la France s'épuiſer dans une guerre offenſive, & nous verrions ſi elle ſoutiendroit longtems ce ton impératif. Mais je ne puis m'empêcher de croire que les Miniſtres François ont trop de raiſon pour tenir un langage pareil, & je ſuis perſuadé que bien loin de parler avec tant de hauteur, ils ne demandent pas mieux que de nous allouer des avantages raiſonnables pour des ſuccès qui nous ont coûté tant de ſang & de tréſors.

Ici notre première queſtion ſe repréſente naturellement : en quoi doit conſiſter une paix ſolide, honorable & avantageuſe? Je crois, Mi-

lord, qu'il n'eſt pas poſſible de la réſoudre ſans remonter au principe d'après lequel la guerre a été entreprise & conduite, c'eſt-à-dire à la ſureté de nos poſſeſſions en Amérique. La conquête de Quebec & du Canada, objet plutôt acceſſoire que principal de la guerre actuelle, étoit dit-on, le meilleur moyen d'établir cette ſureté; ſi cela eſt ainſi, retenons-les l'un & l'autre. Mais, dira-t-on, la France ne voudra peut-être point faire la paix que nous ne rendions Québec : eh bien ! qu'elle faſſe la guerre & qu'elle eſſaye de le reprendre ; pour moi comme j'en ſens toute l'impoſſibilité, je crois les François trop raiſonnables pour vouloir reſſembler au ſerpent qui ronge la lime & qui croit ſe raſſaſier d'un ſang étranger, quand il ſuce ſon propre ſang, dont

il la teint. Si nous sommes résolus de retenir la possession du Canada malgré tous les efforts de la France, si cette possession nous est nécessaire pour la sureté de nos Colonies septentrionales, soyons certains que la France le sentira comme nous & que cet objet n'apportera aucun retardement aux négociations de la paix. Peut-être même les noms de Quebec & du Canada n'entreront-ils pas dans le traité; rien ne seroit en effet plus inutile, si l'on suppose que les François, quoiqu'en nous cedant expressément ces conquêtes, se réservassent le dessein de les reprendre quand ils en auroient les moyens; ou que loin de nous les céder, ils voulussent conserver le droit qu'ils ont sur ces possessions, comme le font les Espagnols par rapport à la Jamaïque

dont l'importance pour nous eſt bien auſſi grande que celle de Québec, eux avec qui nous vivons en bonne amitié depuis douze ans, & que cette prétention n'a point empêché de faire avec nous pluſieurs traités.

Parlons à préſent d'une autre conquête importante que nous avons faite ſur les François dans l'Amérique, je veux dire de la Guadeloupe: cette acquiſition, quoiqu'aſſurément très-brillante & très-heureuſe, doit être regardée comme étrangère à l'objet principal & néceſſaire, en vûe duquel la guerre a été commencée; ainſi mon avis ſera toujours qu'en rendant cette Iſle aux François, nous ne porterons aucune atteinte à la ſureté pour l'intérêt de laquelle nous avons pris les armes.

Mais devons-nous la rendre, dira-t-on, après les fraix que sa conquête nous a coûtés? Il me répugneroit autant, Milord, qu'à qui que ce soit en Angleterre, de rendre à la France la plus petite portion de ce que nous avons conquis sur elle, si je ne croyois une cession pareille infiniment préférable à la continuation d'une guerre aussi meurtrière & aussi ruineuse. Mais dans le fait, est-il aussi essentiel pour nous, que d'abord on l'a imaginé, de retenir la Guadeloupe? Les rapports qu'on nous a faits de son produit & de ses richesses, n'excedent-ils point les bornes de la vérité, de la vraisemblance, & qu'il me soit permis de le dire, de la possibilité? Ces bruits n'ont-ils pas pour auteurs une clique de gens intéressés par leur commerce avec

cette Isle, à décourager les habitans des anciennes Isles Angloises, & à faire perdre le crédit aux envois qu'ils font en Angleterre ? Je conviendrai tant que l'on voudra, que plus on apportera de sucre dans la Grande-Bretagne, mieux ce sera pour nous: mais, n'y a-t-il que la Guadeloupe qui puisse produire du sucre ? Si l'on n'a pas abusé indignement de la bonne foi du Public, dans ce qu'on lui a appris du sol des Isles neutres que la France veut bien nous abandonner, & que l'on pourroit à peu de fraix mettre à l'abri de toute invasion de sa part; ces Isles, si elles étoient bien cultivées, produiroient plus de sucre que la Guadeloupe ou la Martinique, & peut-être plus que toutes les deux ensemble. En disant ceci, je ne prétends point

déprimer l'acquisition de la Guadeloupe : je sais qu'elle est d'une très-grande importance ; mais malgré cela, je crois qu'il est encore plus important & plus essentiel d'en faire la restitution ; surtout si pour compensation nous obtenons, comme cela est très-possible, la paisible possession des Isles neutres que la France est prête à nous céder. Ajoutez à ceci que la Guadeloupe n'est à aucun égard aussi nécessaire que Québec, pour la conservation de nos établissemens en Amérique. Enfin, une paix est toujours solide, honorable & avantageuse, lorsque non-seulement elle satisfait à l'objet pour lequel on a pris les armes, mais qu'elle y ajoute même des sûretés qui ôtent à la partie qui céde, tout moyen d'inquiéter & de troubler l'autre

dans les possessions qui lui sont cédées ; & c'est le cas où seront les François, par rapport à nous, dans l'Amérique Septentrionale, puisque du côté du Canada ils ne pourront plus être ni nos rivaux, ni nos ennemis.

Je me suis borné jusqu'ici à traiter ce que l'on peut appeller proprement l'objet principal & primitif de la guerre. Je vais passer à quelques considérations sur les conséquences ou sur les objets secondaires ; je range dans cette classe les affaires de l'Angleterre en Allemagne. Nos liaisons avec le Roi de Prusse ont été occasionnées par la France elle-même, lorsqu'elle a voulu se venger sur les pays Electoraux de Sa Majesté en Allemagne, de la guerre que nous lui faisions en Amérique. M. *Pitt* peut

peut ſe ſouvenir en quels termes il avoit coutume de s'exprimer lui & ſes amis, ſur les liaiſons de l'Angleterre avec le Continent. Ils ſont plus que perſonne en état de dire pourquoi dans la progreſſion de la guerre ces liaiſons ſont devenues plus étendues & d'une plus grande conſéquence qu'elles n'avoient encore été depuis que la maiſon Electorale d'Hanovre étoit en poſſeſſion du Trône de la Grande-Bretagne, & même ſous des Miniſtres, qui pour cette cauſe s'étoient rendus extrêmement déſagréables & odieux à notre Nation. Mais, Milord, je ne veux point ici faire le métier de délateur; je me contentai de toucher légerement quelques inconſéquences de la conduite de M. *Pitt*. La Grande-Bretagne a montré ſans doute autant

de générosité que de sagesse dans l'assistance qu'elle a donnée à Sa Majesté Prussienne, & dans la protection que l'Electorat d'Hanovre a trouvé en elle ; mais il faut avouer aussi que rien ne sauroit empêcher un Ministre Britannique, & qu'il ne feroit rien que de très-convenable aux yeux de son pays & de toute l'Europe, d'entrer en négociation pour la Paix, sans insister sur des indemnités très-amples & très-complettes pour tout ce que le Roi de Prusse & l'Electeur d'Hanovre ont souffert depuis que les feux de la guerre sont allumés. S'il falloit toujours insister sur de pareilles indemnités, on ne parviendroit jamais à pacifier l'Europe. Est-ce que les François n'ont pas fait des pertes aussi-bien que leurs ennemis ?

Les amis de M. *Pitt* ont dit qu'une paix ſéparée entre la Grande-Bretagne & la France ſeroit très-peu utile à Sa Majeſté Pruſſienne, parce qu'il paroiſſoit que les deux Impératrices étoient déterminées à ne pas poſer les armes, qu'elles n'euſſent couronné ſa ruine. Je leur répondrai, moi, que le Roi de Pruſſe, qui sûrement connoît ſa ſituation & entend ſes intérêts au moins auſſi-bien que nous, eſt d'un avis bien différent, & qu'il penſe que s'il étoit débarraſſé des François, il rendroit bon compte de tous ſes autres ennemis, quoiqu'il ſache bien en quel nombre ils ſont. Mais, en ſuppoſant que le Roi de Pruſſe ait réellement peur des Impératrices, eſt-ce une raiſon pour la Grande-Bretagne de s'obérer & de s'épuiſer, parce qu'il y a dans le

monde deux Princeſſes qui ont un peu plus d'entêtement que de raiſon ? Nous avons fait pour le Roi de Pruſſe tout ce qu'humainement nous pouvions faire, & beaucoup plus qu'on ne doit attendre d'un allié. Je ne plaide point ici la cauſe de la France. Sa haine naturelle pour la Gr. Br. m'eſt trop connue. Mais comme en ce qui concerne la guerre d'Allemagne, ſon intérêt & celui de la Grande-Bretagne, ſi de part & d'autre ils ſont bien entendus, ſe concilient naturellement ; & que c'eſt l'unique point ſur lequel ils puiſſent ſe concilier, c'eſt aſſurément une conſidération dont un Miniſtre Britannique doit faire enſorte de profiter, & qui ſi l'on y apporte l'attention convenable, pourroit non-ſeulement guérir les bleſſures profondes

que la guerre nous a faites, mais nous élever à un point de grandeur & de ſécurité, où nous ne nous ſommes point encore vus.

Ce raiſonnement, Milord, m'a conduit à ma ſeconde propoſition; ſavoir, qu'une paix ſolide, honorable & avantageuſe fourniroit à la Grande-Bretagne une occaſion de s'excuſer à l'avenir en augmentant encore ſon crédit & ſa réputation, de contracter avec quelque Puiſſance que ce ſoit ſur le Continent, des liaiſons auſſi ruineuſes, par la profuſion du ſang de ſes Sujets & de ſes tréſors, que le ſont celles dans leſquelles elle eſt actuellement engagée.

Il n'eſt guéres poſſible de traiter cet article d'une manière ſatisfaiſante, ſans toucher un peu quelques

parties de la conduite de M. *Pitt*, par rapport aux affaires d'Allemagne. Lorſqu'il prit poſſeſſion du poſte éminent dont il vient de ſe retirer, il s'annonça pour un Anti-germain, ſi outré dans ſes principes, que l'on pouvoit croire (pour peu qu'on fût attaché à la Maiſon de Hanovre, & que l'on ſentît l'importance de l'équilibre du pouvoir ſur le continent) qu'il répugnoit à la gloire & aux intérêts de la Grande-Bretagne, de s'abandonner à la conduite d'un Miniſtre qui penſoit de la ſorte. Cependant il avoit à peine, comme on dit, échauffé ſa place, que déjà il s'étoit accoutumé à des diſtinctions, très-utiles de leur nature, entre un ſecours occaſionnel & un ſecours ſyſtématique, entre des meſures momentanées &

des mesures permanentes, & ainsi du reste. Il fit des progrès si rapides dans son nouveau plan de docilité, que personne ne fut surpris, lorsqu'en qualité de Sécretaire d'Etat, il présenta le 18 Janvier 1758, à la Chambre des Communes, un message du feu Roi, portant une demande d'une subvention pour l'armée Hanovrienne, jusqu'à ce que ses dépenses ultérieures indispensables pussent être mises sous les yeux de la Chambre. En conséquence de ce message, on octroya unanimement cent mille livres sterling, à prendre sans délai sur les subsides de l'année précédente, dont il n'avoit point été fait d'emploi, à la charge d'être remplacées avec toute la diligence possible. Peu de tems après ceci, s'exécuta une descente

en France, ſous les ordres du Duc de Marlborough, & les François furent obligés d'évacuer l'Electorat d'Hanovre. Ce fut-là le moment où l'ancien ſyſtême de notre Miniſtre contre les liaiſons avec le Continent, trouva ſon dernier terme & s'évanouit tout-à-fait. Il ſe fit une nouvelle convention entre Sa Majeſté Britannique & le Roi de Pruſſe, qui fut ſignée à Londres le 11 Avril, par laquelle le Roi de la Grande-Bretagne s'engageoit à payer au Roi de Pruſſe une ſomme annuelle de ſix cens ſoixante-dix mille livres ſterling. Les deux Parties contractantes ſe promirent de ne point conclure de paix particulière avec leurs ennemis reſpectifs; ſans l'aveu l'une de l'autre, & les ſommes levées cette année-là par le Parlement

paſſerent onze millions ſterling. Nous vimes ſans murmurer ces nouvelles dépenſes ; & les ſecours extraordinaires de troupes que l'on commençoit à envoyer en Allemagne, causerent plus de ſurpriſe, qu'ils ne trouvérent d'oppoſition. Enfin, le Public attendit l'événement dans la réſignation la plus abſolue & la plus reſpectueuſe. Pendant ce tems-là, les nouvelles de la réduction de Louiſbourg, & quelques autres avantages remportés par nos eſcadres en Europe & dans le nouveau Monde, firent prendre une nouvelle face à notre Politique. M. *Pitt* & ſes amis nous firent entendre qu'ils n'avoient compté perſévérer dans leur ſyſtême contre les liaiſons du Continent, que juſqu'au moment où les forces Na-

vales de la Grande-Bretagne auroient mis ſes poſſeſſions en Amérique à l'abri de toute inſulte, & nous auroient délivré de tout ſujet de crainte à la mer, ſoit en Europe, ſoit en Amérique. D'après cette ouverture, nos liaiſons avec le Continent furent multipliées, on envoya coup ſur coup avec plus de vivacité que jamais des renforts de troupes Angloiſes en Allemagne; nos dépenſes redoublérent, la convention entre Sa Majeſté Britannique & le Roi de Pruſſe, fut renouvellée le 17 Janvier 1759, & en même tems une nouvelle convention fut concluë entre Sa Majeſté Britannique & le Landgrave de Heſſe-Caſſel. Par cette convention, dix-neuf mille Heſſois furent pris à la paye de la Grande-Bretagne, au lieu de douze

mille qu'elle avoit employés jusques alors ; & il fut promis au Landgrave, outre la paye ordinaire des troupes en question, la somme de soixante mille livres sterling, en considération des pertes immenses qu'il souffroit pour l'intérêt de la cause commune. Le 21 Mai suivant, M. le Sécrétaire *Pitt* présenta à la Chambre des Communes un message très-capable de l'allarmer, signé de Sa Majesté, & portant la demande d'un nouveau secours pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre, qui devoient avoir lieu pour les besoins du service pendant l'année 1759, & pour mettre S. M. en état de prendre tous les moyens nécessaires pour faire avorter les desseins & les entreprises de ses ennemis ; & enfin, pour tels autres objets qu'exige-

roient les circonſtances. L'effet que produiſit ce meſſage, fut un vote de crédit d'un million ſterling. Le 30 du même mois, ſurvinrent les bruits d'une invaſion, & nos terreurs paniques. M. *Pitt* eut encore l'honneur de préſenter à la Chambre des Communes un nouveau meſſage du Roi, où S. M. informoit cette Chambre qu'elle pouroit bien faire venir, ſi elle le vouloit, pour prendre notre défenſe, une partie de la grande armée qui étoit à notre ſolde en Allemagne, tandis que la Nation étoit ſi dépourvûe de troupes réglées, qu'à peine pouvions-nous faire reſpecter nos Côtes par les contrebandiers; mais que S. M., ſi elle le jugeoit à propos, feroit raſſembler & enrégimenter les milices, ou telle partie de ces milices qu'il ſeroit néceſſaire,

& qu'elle les feroit marcher ſuivant que l'occaſion l'exigeroit.

Tout ce qui a ſuivi depuis ce tems-là, eſt trop récent pour le répéter ici. La Providence s'eſt déclarée très-miraculeuſement en notre faveur à la bataille de Minden: car je ſuis trop partiſan de la vérité, pour ne pas convenir qu'avant la bataille il y avoit cinquante contre un à parier pour les François. Les Mémoires juſtificatifs du *Lord-George Sackville*, prouvent clairement que ſi l'on fut redevable de la Victoire à quelque choſe, ce fut, après le courage des Troupes Angloiſes, à leur heureuſe déſobéiſſance aux ordres du Général. S'il en fût arrivé autrement, quel n'eût pas été ici l'embarras du Miniſtre, lui qui avoit conſeillé & fait hâ-

ter même l'envoi d'un corps de troupes, qui assurément étoit trop peu considérable pour faire des conquêtes, mais trop nombreux aussi pour être envoyé à la boucherie. Notre succès à la bataille de Minden, n'empêcha point que le feu Roi & Sa Majesté Prussienne ne reconnussent combien ils avoient d'obligations à la Providence. Ils prirent la résolution sage de ne pas trop s'y abandonner, & ils commencèrent à s'occuper sérieusement des idées de paix. En conséquence, dès le 25 Novembre 1759 les Ministres des Puissances belligérantes à la Haye, reçurent des Ministres de leurs Majestés Britannique & Prussienne, une déclaration qui portoit : Que ces Princes étoient disposés à envoyer des Plénipotentiai-

res dans le lieu qui ſeroit jugé le plus convenable à la tenue d'un Congrès, pour le rétabliſſement de la tranquillité publique. Les raiſons pour leſquelles cette propoſition fut ſans effet (vu ſurtout que nous aurions pu traiter ſous la reſpectable médiation de l'Eſpagne, & que le Roi de France offroit de faire un traité particulier avec nous ſous cette médiation), ſont encore un ſecret pour le public. Le refus des deux Impératrices & du Roi de France, de traiter ſéparément avec Sa Majeſté Pruſſienne, & ſans admettre les Miniſtres de Suéde & de Saxe, étoit une raiſon ſi peu ſuffiſante pour que l'Angleterre abandonnât l'idée de toute négociation ſéparée avec la France, qu'au contraire ce devoit être le motif le plus puiſſant, pour

que cette négociation fût continuée. Si le traité séparé eût eu lieu, il n'y avoit pas de doute que les conférences générales ne dûssent avoir une heureuse issue. Les pertes des François étoient alors si prodigieuses, ils étoient si absolument destitués de toutes les ressources nécessaires pour la continuation de la guerre, que si nous eussions fait les plus petites avances pour un traité séparé (ce qui assurément étoit bien conforme aux intérêts de la Grande-Bretagne, puisqu'elle n'étoit partie principale contre aucune autre Puissance que la France) les autres Etats en guerre auroient été obligés d'adhérer à des conditions équitables, qui en terminant heureusement la guerre, auroient épargné à notre nation plusieurs

ſieurs millions ſterling, outre la vie d'une infinité de gens, tout cela prodigué ſur le Continent, comme nous l'avons fait depuis ſans aucun objet d'utilité.

Mais, Milord, quoiqu'un traité ſéparé avec la France fût alors un expédient tout naturel, & le ſeul d'un ſuccès probable pour donner la paix à la Grande-Bretagne & à l'Europe, nous étions pour notre malheur ſi enchevêtrés dans les affaires de la Pruſſe, que nous ne pouvions plus agir comme Puiſſance indépendante. En effet, pendant que l'on diſcutoit cette négociation, on conclut le 9 Novembre 1759 avec le Roi de Pruſſe, un nouveau traité dont le quatriéme article porte, après le renouvellement de notre ſubſide de

ſix cens ſoixante - dix mille livres ſterling par année, la ſtipulation ſuivante.

» Les hautes Parties contractantes » s'engagent encore, ſçavoir, d'une » part, Sa Majeſté Britannique, tant » comme Roi que comme Electeur, » & de l'autre, Sa Majeſté Pruſſienne, » à ne conclure aucun traité de paix, » de trève ou de neutralité, ou » telle autre convention que ce puiſſe » être, avec les Puiſſances qui ont » pris part à la guerre préſente, au- » trement que de concert & d'un » conſentement mutuel, & en s'y » comprenant expreſſément l'un l'au- » tre. »

Quel autre objet pouvoit avoir le renouvellement de cet article, tandis que d'un autre côté on propoſoit une négociation pour la paix

ſi ce n'étoit de continuer, peut-être même de perpétuer la guerre? D'ailleurs nous ſavions que Sa Majeſté Pruſſienne avoit écrit au feu Roi dans des termes aſſez peu reſpectueux, ſans autre ſujet pour cela qu'un ſimple ſoupçon de neutralité pour Hanovre. Nous ne pouvions douter qu'il ne fît valoir dans toute leur force, les termes du quatriéme article de la convention, & que ſur ſes intérêts il ne ſe laiſſeroit jamais conduire, ni par nous, ni par le haſard. Ainſi, dans le fait, ce renouvellement de convention rendoit le Roi de Pruſſe l'arbitre de la guerre & de la paix, & à cet égard nous mettoit totalement dans ſa dépendance. Je ne puis rendre plus ſenſible la ſituation ſubalterne où nous

étions réduits, qu'en ſuppoſant que le quatriéme article en queſtion eût été omis dans la convention, comme il eſt indubitable qu'il auroit dû l'être, eu égard au changement conſidérable occaſionné dans les affaires par ce renouvellement de convention. Que ſeroit-il donc arrivé de cette omiſſion? rien aſſurément, ſi ce n'eſt que la Grande-Bretagne auroit eu l'entière liberté d'enviſager ſes intérêts, & qu'elle auroit pu traiter avec plus d'avantages pour elle, & même pour le Roi de Pruſſe, que cela ne lui eſt poſſible à préſent.

Il paroît au contraire, par la réponſe du Roi de Pruſſe au Roi Staniſlas beau-pere du Roi de France, ſur l'offre que ce Prince lui fit de ſa ville capitale de Nancy pour le lieu

du Congrès, » que nous n'avions » pas oſé faire la plus petite dé» marche ſans ſa permiſſion. » Cette réponſe eſt datée de Frybourg, & contient en ſubſtance, que les Cours de Vienne & de Ruſſie avoient refuſé d'adopter les meſures que le Roi d'Angleterre & lui-même leur avoient propoſées. Remarquez bien, Milord, qu'il n'y eſt pas dit que la France eût fait le même refus. » Mais, » continue Sa Majeſté Pruſſienne, » il eſt vraiſemblable que ces » Puiſſances entraîneront le Roi de » France dans la continuation de » la guerre dont elles ſeules eſpé» rent recueillir les avantages. » A ce ſujet, nous pouvons hardiment préſumer que la France ſentoit auſſi bien que le Roi de Pruſſe quels étoient ſes intérêts; c'étoit ce qui

l'auroit engagée encore plus à traiter avec nous à des termes justes & équitables, qui outre l'effusion de sang, nous auroient épargné encore au moins dix millions sterling: car il est certain que c'est ce que nous ont coûté nos campagnes infructueuses en Allemagne en 1760 & 1761.

Mais, dans le fait, la double stipulation que j'ai citée n'a peut-être pas d'exemple dans l'Histoire. Sa Majesté Prussienne oblige la Grande-Bretagne; & à quoi? à ne pas faire la paix avec des Puissances qui ne sont point en guerre avec elle; car je ne vois point de guerre qui subsiste entre la Grande-Bretagne & les Impératrices. Je dis donc que c'est une stipulation sans exemple, & qui ne peut se conci-

lier avec le ſens commun, quoiqu'il ſoit bien certain que Sa Majeſté Pruſſienne a rendu cet article obligatoire pour nous. Mais qu'y a-t-il eu de ſtipulé en faveur de la Grande-Bretagne, pour balancer un engagement de notre part auſſi incroyable ? Il a été dit que le Roi de Pruſſe ne feroit point de paix ſéparée, ſans notre conſentement, avec aucune des Puiſſances belligérantes. Ah! plût à Dieu, dans la ſituation actuelle des choſes, qu'il fût en ſon pouvoir de traiter & de faire ſa paix ſans nous! Pourroit-il arriver rien de plus heureux pour la Grande-Bretagne ? Hanovre ſeroit bientôt affranchi de tout danger, & nous pourrions éviter tous les malheurs de la guerre la plus ſanglante & la plus ruineuſe dans

laquelle notre Nation, & les autres Peuples de l'Europe, se soient jamais vu engagés.

Ainsi, Milord, je crois avoir démontré avec la plus grande évidence, que la réciprocité du quatriéme article de la convention du 9 Novembre 1759 a eu des conséquences terribles pour notre Patrie, & qu'il est tems, ou jamais, que la Grande-Bretagne termine cette guerre affreuse. Peut-être y a-t-il encore des raisons d'une toute autre nature que celles que j'ai rapportées, qui peuvent faire desirer une paix solide, honorable & avantageuse. Nous avons toujours eu depuis quelques années une armée belle, employée, sous les ordres d'un Prince étranger, à combattre pour une querelle étrangère. Quel fut

notre étonnement, & celui de toute l'Europe, après que le Maréchal *de Broglie* eut entré en campagne avec cent mille hommes, le Comte *de Saint-Germain* commandant une armée séparée sur le Rhin, lorsque six Régimens d'Infanterie Angloise furent envoyés en Allemagne sous la conduite du Général *Griffin !* Ce renfort fut bientôt suivi de la Cavalerie-Légère d'*Elliot.* Enfin, à l'ouverture de la campagne de 1759, nous avions en Allemagne douze Regimens de Dragons, un Regiment de Cavalerie-Légère, douze Régimens d'Infanterie, & deux Régimens de Montagnards, & dans le cours de cette campagne, l'on ne comptoit pas moins de vingt-cinq mille hommes de Troupes Britanniques servant

ſur les champs de la Germanie, tandis que ceux d'Angleterre étoient en danger de reſter en friche faute de culture : car, à meſure qu'il ſe faiſoit des envois de Troupes pour l'Allemagne, les vuides étoient remplis par des corps de Milice, qui équivalent à tous égards aux Troupes réglées, étant aſſujettis à une diſcipline auſſi ſévère que les corps que nous appellons notre armée.

Depuis la vaine parade que les troupes de Henri VIII firent en France, il y a environ deux ſiécles, on n'avoit jamais vû ſur le Continent un corps auſſi nombreux de Troupes Britanniques. Mais, Milord, comment les a-t-on récompenſées ? On les a pris au mot ; on les a placées au poſte d'honneur ; & pourquoi ?

parce que c'étoit celui du danger. Y avoit-il une attaque périlleuse à faire? falloit-il garnir un poste qui n'étoit pas tenable, ou faire une marche forcée? par-tout on appelloit les Anglois. S'ils faisoient quelques remontrances respectueuses, on ne manquoit pas de leur répondre : « J'aurois craint de vous désobliger; vous avez desiré le poste » d'honneur, on vous l'a cédé; il » étoit dû à votre bravoure ». C'est ainsi que, sous le prétexte spécieux du poste d'honneur, se sont passées trois campagnes, dans lesquelles les Troupes Britanniques ont soutenu, presque seules, les plus grands efforts du courage d'un ennemi infiniment supérieur par le nombre. La bataille de Filinghausen en est une preuve bien éclatante : on a aban-

donné le Général Anglois à ses propres forces, en le laissant se maintenir de son mieux pendant douze heures, contre un corps d'ennemis plus considérable que celui qu'il commandoit, jusqu'à ce que ses braves alliés eussent le loisir, que cependant il semble qu'ils n'eurent point, de venir à son secours.

Si j'insiste sur tous ces points, Milord, ce n'est pas que j'accuse la guerre d'être malheureuse; mais c'est que j'estime que nous sommes très-malheureux d'avoir une guerre à soutenir sur le continent de l'Europe. Nos succès par-tout ailleurs, joints à la grandeur d'ame avec laquelle Georges III, ainsi que son auguste Ayeul, ont abandonné Hanovre à toute la fureur de ses ennemis, plutôt que de conclure une

paix déshonorante pour la Grande-Bretagne, ont fait naître aux François l'idée de nous forcer à leur accorder tout ce qu'ils voudroient, en faiſant parler, par la terreur de leur épée, les poſſeſſions de notre Prince en Allemagne. Si nous pouvons donc, ſans manquer à notre honneur, & ſans bleſſer nos intérêts, comme je crois que cela nous eſt très-facile, à moins que nos idées ſur l'honneur ne ſoient auſſi romaneſques qu'elle ſont extravagantes ſur l'article de nos intérêts; ſi nous réuſſiſſons, dis-je, à faire la paix actuellementavec la France, il n'y aura jamais de conjonctures où nous puiſſions nous trouver engagés dans une guerre ſur le Continent. Ce n'eſt pas que je penſe que la Grande-Bretagne ne doive plus s'intéreſſer aux

affaires des autres Puiſſances; ce ſeroit un excès auſſi déraiſonnable que celui d'y prendre un intérêt trop grand · mais, ce que je crois avoir bien établi, c'eſt qu'elle ne peut jamais ſe voir engagée dans des liaiſons plus ruineuſes que celles qui l'aſſujettiſſent à préſent.

Je vais paſſer, Milord, à la troiſiéme propoſition que j'ai avancée, ſçavoir que la retraite de M. *Pitt* ne peut nullement empêcher l'exécution de ce ſyſtême pacifique. Nous avons reçu un ébranlement violent par la préſente guerre, mais nous ne ſommes pas renverſés. Si nous avons aſſez de raiſon pour nous arrêter à la criſe préſente, il eſt encore poſſible de tout rétablir : la paix eſt naturellement le ſyſtême favori d'un Miniſtre; quoique M.

Pitt ſoit cependant le ſecond Miniſtre, depuis vingt ans, qui ſe ſoit élevé par la guerre; mais, pour me ſervir de l'expreſſion du Poëte: *C'eſt une élévation ſacrilége, & mêlée avec trop d'horreur, pour qu'elle puiſſe faire envie.* On pratique aiſément les vertus plus douces d'un Miniſtère pacifique, & elles ſont plus généralement entendues. M. *Pitt* & ſes amis ne peuvent, & ſûrement ne voudroient pas nier, qu'une guerre ſur le continent ne ſoit toujours fatale à notre Nation. Les poſſeſſeurs des terres en ſouffrent griévement; & ſi tous les rangs & tous les états montrent de la patience, c'eſt uniquement parce que les affaires ayant été conduites comme on le ſait, cette guerre eſt deveuue un mal inévitable, qui, pour être ſoute-

nu avec beaucoup de bravoure & de vigueur, n'en eſt pas moins le ſujet de nos lamentations. Ainſi, Milord, je n'aurai pas beſoin de beaucoup de raiſons pour vous prouver la vérité de ma troiſiéme propoſition. Les Peuples d'Angleterre même, à préſent, peuvent être comparés au fidele Ecuyer du Héros de la Manche; ils croient que leur Miniſtre eſt le Miniſtre le plus ſage, le meilleur, le plus intégre qu'aucun Roi ou aucune Nation puiſſe jamais trouver. Quelquefois cependant, ſa conduite leur paroît un peu extraordinaire, & ils voudroient qu'elle ſe rapprochât davantage des régles ſimples, dont ils ont l'idée dans leur gros bon ſens.

Sa Majeſté Catholique met ſa marine ſur un pied reſpectable; rien

rien assurément ne doit moins surprendre de la part d'un Prince qui a les moyens de le faire. Ses propres intérêts, ceux de son fils & de son frere en Italie, les préparatifs des Turcs, que l'on disoit menacer l'Isle de Malte, qui en quelque sorte est le rempart de ses Royaumes, le justifient assez de prendre de telles précautions. Le Peuple d'Angleterre, simple dans ses jugemens, qui ne sont pas toujours fondés sur les plus sures informations, n'avoit cependant aucune appréhension que les armemens de ce Prince fussent destinés à donner de nouvelles forces à la France, contre la Grande-Bretagne; sa raison l'assuroit que les Espagnols avoient tout à craindre d'une guerre avec l'Angleterre, & rien à en espérer; que l'Angleterre

pouvoit ſoutenir la guerre contre ces deux Couronnes ſans faire beaucoup plus d'efforts qu'elle n'en faiſoit contre une ſeule; enfin, la nouvelle d'une guerre avec l'Eſpagne lui paroiſſoit trop avantageuſe pour qu'il pût y ajoûter foi, pourvû cependant que ce fuſſent les Eſpagnols qui fuſſent les aggreſſeurs. D'un autre côté, perſonne ne s'aviſoit de penſer en Angleterre, qu'il nous fût permis de donner lieu, par quelque coup d'éclat, à une guerre pareille, & l'on croyoit que l'Eſpagne ne nous faiſant aucun mal, ce ſeroit être plus injuſtes que des pirates que de vouloir lui en faire.

Mais il fut un tems, & ce tems étoit en 1718, où la Grande-Bretagne, ſans avoir déclaré la guerre en forme, détruiſit toute la marine

d'Espagne ; &, à cause que cela s'est pratiqué ainsi en 1718, on veut que nous n'ayons pas de meilleur expédient aujourd'hui, que d'envoyer quelque jeune Seigneur plein d'un courage bouillant, avec le double caractère d'Ambassadeur & d'Amiral, ou de Chef-d'Escadre, pour demander aux Espagnols une réponse cathégorique sur la destination de leurs armemens, avec ordre, au défaut d'une explication satisfaisante, de tout abîmer, tout brûler, tout détruire. Il est vrai qu'en 1718 le Chevalier George *Byng* fit souffrir tous ces maux aux Espagnols ; mais quelle différence dans l'état des choses ! La Grande-Bretagne étoit alors garante des possessions de l'Empereur en Italie, & tandis que Sa Majesté

Impériale étoit occupée à une guerre très échauffée contre les Turcs, les Eſpagnols faiſoient tous leurs efforts pour lui enlever l'Iſle de Sardaigne. Notre Cour avoit employé ſans effet toutes les voyes de douceur pour obteuir de celle de Madrid une ſuſpenſion d'armes. On envoya un Amiral dans la Méditerranée pour empêcher qu'on n'y portât de nouvelles atteintes à la neutralité de l'Italie ; mais il lui étoit ordonné d'éviter, autant qu'il ſeroit poſſible, d'en venir à des hoſtilités. Chacun ſait ce qui arriva : les Eſpagnols, ſuivant ce que nos hiſtoriens rapportent, non-ſeulement furent intraitables, mais devinrent même les aggreſſeurs, & leur flotte fut détruite.

Les circonſtances aujourd'hui ſont

bien différentes; Sa Majeſté Catholique ne fait que de monter ſur le thrône ; elle donne ſa principale application aux arts de la paix : elle s'efforce de cultiver & de protéger le commerce; à l'exemple du Roi ſon prédéceſſeur, elle a maintenu ſa neutralité dans la guerre préſente d'une manière irréprochable (car je ne m'arrête point aux inſinuations ſans authenticité des nouvelles publiques) & ſi nous interrogeons l'intérêt de ſes peuples, il nous répond que l'amitié de la Grande-Bretagne eſt le moyen le plus ſûr qu'ils aient pour être heureux & tranquilles. Le Roi Catholique lui-même pénétré de cette vérité, mais inſtruit en même tems des effets que les bruits populaires peuvent produire chez nous, fait voir qu'il

eſt diſpoſé à entretenir & à fortifier la bonne amitié qui nous unit les uns aux autres; & il ordonne à ſes Miniſtres de donner à ce ſujet les aſſurances les plus poſitives & les plus fortes à notre Ambaſſadeur. De quel œil ſerions-nous regardés dans toute l'Europe, quel nom nous donneroit-on, ſi de gayeté de cœur nous forçions un allié ſi reſpectable à rompre avec nous?

Je demande donc quelles ſuites fâcheuſes pourroit avoir, par rapport à notre nation, la retraite de M. *Pitt.* Croit-on que la France, l'Impératrice-Reine, ou quelqu'autre des Puiſſances belligérantes, s'aviſe de prendre ombrage de cet évenement? Il ſeroit ridicule de l'imaginer. Appréhenderoit-on que Sa Majeſté Pruſſienne n'en témoignât

de l'humeur ? Il ſaudroit pour cela qu'il ſe méprît bien lourdement ſur ſes intérêts, & perſonne ne les entend mieux que lui ; car, humainement parlant, la paix ſeule peut rétablir ſes affaires, lui aſſurer ſes poſſeſſions & lui faire recouvrer ce qu'il a perdu. Sera-ce le peuple d'Angleterre qui en murmurera ? Non certe, s'il eſt bien informé de ce qui s'eſt paſſé. La retraite de M. *Pitt* a été ſuivie des marques les plus éclatantes des bontés du Roi pour ce Miniſtre, & il les a acceptées avec reſpect & reconnoiſſance. Après cela, combien n'eſt il pas naturel de ſe perſuader que M. *Pitt* n'a donné ſa démiſſion que parce qu'il y avoit dans le Conſeil une oppoſition trop forte au ſyſtême qu'il vouloit ſuivre pour

faire la paix. Car je suis persuadé, & l'on m'accordera que la guerre en elle-même est une manière de faire la paix. Or, le peuple Anglois n'est pas assez matériel pour croire à l'infaillibilité de qui que ce soit, & il ne lui entrera jamais dans l'idée que Sa Majesté & son Conseil n'ayent pas toute la liberté possible de faire usage de leur raison & de leur bon sens. Permettez-moi d'ajouter que, malgré toutes les forfanteries de nos Ecrivains politiques & de nos Gazettes, le Peuple d'Angleterre en général est aussi las de la guerre qu'il soit possible, & qu'il seroit très-aise de jouir tranquillement des douceurs d'une paix, telle qu'il est encore en notre pouvoir de nous la procurer. Vous n'entendez point pousser des clameurs pour la con-

tinuation de la guerre, ſi ce n'eſt par ceux dont elle fait le profit, & que je comparerois aux habitans des côtes de Cornouailles & des Iſles Shetland, qui ne ſubſiſtent que des débris de naufrages, dont la mer leur fait le funeſte préſent. En Angleterre, aujourd'hui, les honnêtes gens, je veux dire tous ceux qui payent leur part des taxes publiques, avec l'aide deſquelles on continue la guerre, déſirent ardemment le retour de la paix; & jamais on n'a procuré à un Etat un bonheur permanent, lorſque ſes intérêts n'ont point été conſultés. Malgré cela, ſi les François pouvoient nous propoſer une paix deſhonorante, je ſoutiendrai toujours qu'il vaudroit mieux ſe replonger dans tous les malheurs de la guerre que de l'accepter.

Mais M. *Pitt* & ſes amis ont peut-être, Milord, des idées tout-à-fait différentes des nôtres ſur la manière de continuer la guerre. Je ſuppoſe que les François, contre toute vérité & toute apparence, s'obſtinent à vouloir nous faire accepter une paix injurieuſe à notre gloire, alors il faut bien que la guerre continue; mais eſt-il néceſſaire que cette guerre ſoit offenſive? Devons nous continuer à multiplier nos dépenſes, peut-être même à les doubler, par l'appas trompeur d'entrepriſes & d'expéditions d'un ſuccès très-douteux, & qui peuvent par une mauvaiſe iſſue attirer ſur nous les plus grands malheurs? Devons-nous entretenir le complement de nos armées en Allemagne, où l'épée eſt à peine néceſſaire pour

accélerer la destruction des Officiers & soldats Anglois, que la famine, la fatigue & les besoins de toute espèce y opérent journellement? Il y a encore une autre considération, peut-être plus importante que toutes celles que je vous ai fait voir. Il n'y a personne qui n'avoue que le pouvoir de la Grande-Bretagne est aujourd'hui à son plus haut période; mais, Milord, est-il un autre moyen de rendre permanente la grandeur d'un Etat, que d'en user avec modération? Un peuple qui s'abandonne à une ardeur folle pour les conquêtes, se rend l'objet de la jalousie de tous les autres, & c'est le malheur le plus terrible pour un Etat commerçant. Le commerce subsiste par la communication, & la commu-

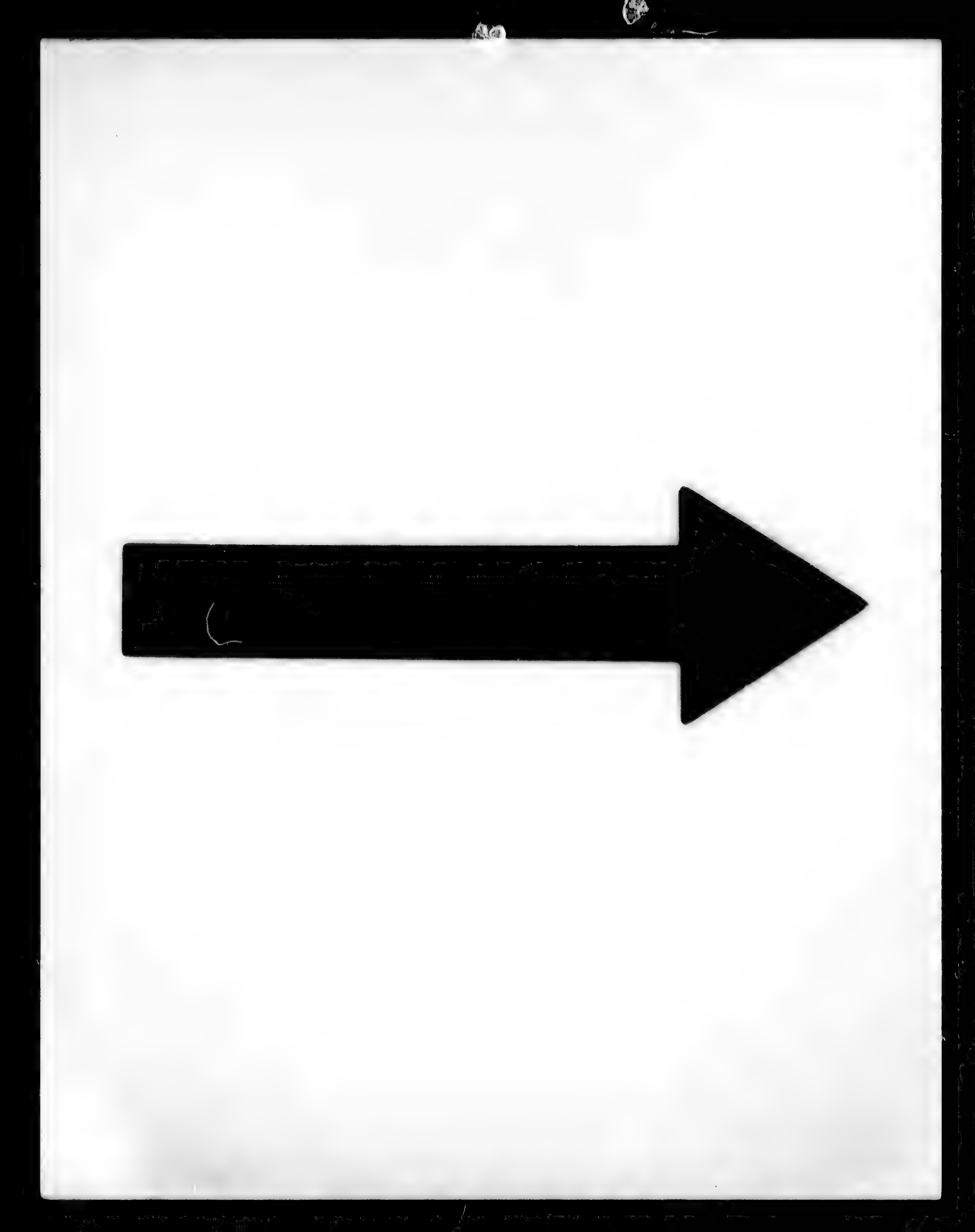
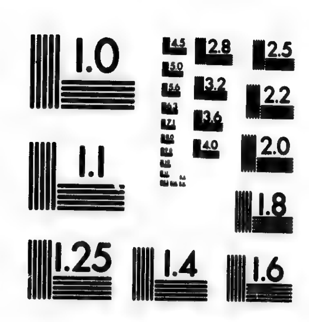


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



nication par l'amitié. Il y a un point de grandeur, que tout Gouvernement ſage doit craindre de paſſer. Juſqu'ici nos conquêtes n'ont pas pu faire prendre ombrage aux autres Puiſſances de l'Europe, mais qui eſt-ce qui peut répondre de ce qui arriveroit ſi nous rejettions des termes d'accommodement que ces autres Puiſſances pourroient trouver juſtes & honorables ? Je ſais auſſi bien que qui que ce ſoit, que la marine Angloiſe peut tenir tête aux forces navales réunies de l'Europe; mais je crois en même tems que notre commerce ſouffriroit prodigieuſement d'une réunion pareille de toutes les Puiſſances; & je ne crains point d'ajouter qu'auſſitôt que nous donnerons un juſte ſujet de croire que nous aſpirons à la Mo-

narchie univerſelle du commerce, cette réunion ſe formera. Concluons donc, Milord, que dans les glorieuſes, mais critiques circonſtances où nous ſommes, la juſtice & la modération opéreront beaucoup plus pour l'honneur & pour les intérêts de notre patrie, que le génie le plus impératif, & la politique la plus fine & la plus étudiée. Si l'eſprit de ſageſſe & d'équité s'eſt retiré du Conſeil de notre Souverain en même tems que M. *Pitt*, nous ſommes certainement bien à plaindre; mais s'il reſte encore dans ce Conſeil des gens dont les intentions ſoient droites & pures, qui aient de la candeur & de l'intégrité, & un mérite point trop fier, je ſuis perſuadé, & je conclus que la retraite de M. *Pitt* ne ſçauroit nous empêcher de faire la paix.

J'ai avancé dans ma quatrième proposition, Milord, que ce même Ministre & ses amis, dont le patriotisme & l'attachement desintéressé pour leur patrie ne peuvent être révoqués en doute, doivent & voudront, pour soutenir ce caractère, coopérer à cet ouvrage si utile, soit qu'ils soient en place ou hors de place, attendu qu'on ne sauroit les soupçonner de vouloir traverser les opérations de Sa Majesté, même en supposant que ces opérations n'aient point été prises par eux.

Cette proposition n'auroit besoin d'aucun éclaircissement, s'il ne s'agissoit que d'instruire ou de convaincre M. *Pitt* & les amis qu'il a dans le Parlement; mais je vais l'étendre & l'expliquer en faveur de ceux qui ne sont pas à portée de

l'inſtruction, & qui pourroient croire que M. *Pitt* a été traité avec rigueur; opinion d'une dangereuſe conſéquence pour cette belle union de ſentimens qui ſe fait admirer aujourd'hui dans le peuple Anglois. Dans ces tems malheureux où nous étions en proie à la rage des parties : lorſque le pauvre peuple Anglois étoit écraſé par le choc de ces deux maſſes énormes, qui ſous le nom de *Whigs* & de *Toris*, ſe faiſoient une guerre cruelle au ſein de l'Etat : lorſque de part & d'autre il étoit étourdi par les clameurs & la déraiſon : lorſque dans les gens en place on ne conſidéroit que les perſonnes & nullement le mérite; le premier venu, l'homme le moins inſtruit des affaires du Gouvernement, annonçoit, ſans jamais

ſe tromper, le ſort de toutes les ouvertures faites dans la Chambre des Communes, & il lui ſuffiſoit pour cela de ſavoir le nom de l'Auteur de l'avis & le nombre des ſuffrages qui l'avoient fait recevoir ou rejetter. Lorſque la force magique des noms de *Whigs* & de *Toris* éprouva du rallentiſſement, on vit naître une autre diſtinction, plus plauſible à la vérité, mais auſſi frivole à tous égards que la première, je veux dire celle de la Cour & de la Nation. M. *Pitt* & ſes amis ſe rangérent ſous les drapeaux de celle-ci, & ils la défendirent dans tant de combats de propos, qu'à la fin on ſe laſſa de les entendre, & qu'on eut aſſez d'ingratitude pour leur tourner le dos. Effectivement, lorſque M. *Pitt* & ſes amis prirent les rênes du Gouvernement

vernement, je veux dire lorsqu'ils commencérent à exercer par eux-mêmes l'autorité, toutes ces distinctions étoient oubliées, & le parti de la Cour étoit confondu avec celui de la Nation.

Tout cela est si récent, & les faits sont si connus, qu'il seroit superflu de vous rappeller tout ce qui en a résulté. Mais comme il y a beaucoup de gens dans la Nation pour qui ces détails seront nouveaux, ou qui peut-être les ont oubliés, je vais en toucher légèrement quelques-uns pour l'honneur de certains membres du Ministère, qui jusqu'alors avoient été généralement connus sous le nom de parti de la Cour. M. *Pitt* & ses amis peuvent se souvenir des clameurs qu'ils firent pousser au peuple sur le mauvais

ſuccès de nos armes dans la Méditerranée, & des grands avantages qu'ils comptoient retirer de leurs recherches dans les cauſes de la perte de Minorque. On fit eſpérer au public que l'on découvriroit par cette recherche des manœuvres de ſéduction, une puſillanimité & des fautes qui couvriroient d'opprobre & de confuſion l'ancien Miniſtère, ou ce qu'ils appelloient le parti de la Cour, & le mettroient hors d'état de regagner jamais la plus mince conſidération auprès de Sa Majeſté, ou dans l'eſprit de ſes Sujets. Ces Miniſtres, ſûrs de leur innocence (on leur doit la juſtice de le dire) oſérent défier leurs ennemis. Ils firent punir celui qui étoit ſeul coupable, malgré tout ce que M. *Pitt* & ſon parti purent faire pour détourner

ce coup de dessus sa tête, ou au moins pour éloigner sa fin malheureuse; enfin, ils subirent l'épreuve sévère de la recherche qui fut faite dans leur conduite, & leur innocence n'en fut que plus constatée. Cependant, quoiqu'avec une conduite si fort au-dessus de tout reproche, les clameurs populaires excitées contre eux avec autant de méchanceté que d'artifice, devinrent si furieuses & si importunes, qu'ils ne crurent plus qu'il leur fût possible d'être aussi utiles au Roi qu'ils l'auroient souhaité dans leurs différens postes, & ils furent les premiers à supplier Sa Majesté d'y appeller ceux qui *alors* étoient plus agréables au peuple. Ces démissions s'effectuérent, mais je ne me rappelle point qu'elles ayent été sui-

vies de graces & de pensions quoiqu'un de ceux qui se retiroient fût le plus ancien des serviteurs du Roi dans le Conseil, & que lui & toute sa famille eussent servi Sa Majesté avec tant de générosité & de désintéressement, qu'il étoit naturel de supposer qu'une pension étoit une douceur à laquelle il avoit un droit bien légitime dans sa retraite.

Le mérite de ces démissions étoit d'autant plus grand, que ceux qui se retiroient étoient bien les maîtres de rester en place s'ils l'eussent voulu. Mais ce mérite n'est point comparable à celui de ne s'être jamais opposé aux avis & aux opérations de M. *Pitt*, quoiqu'il leur eût été possible de le faire avec le plus grand succès. Leur zéle pour

le ſervice public triompha de leur reſſentiment perſonnel, & ils le ſacrifiérent à une harmonie qu'ils ſavoient devoir être dans le commencement d'une guerre l'appui principal de la gloire du Souverain & du crédit de la nation. S'ils ont différé de ſentimens d'avec M. *Pitt*, dans le Conſeil ou dans le Cabinet, on n'en a rien apperçu dans le Parlement, il n'en a tranſpiré rien dans le public, & il a été difficile de dire lequel des deux Miniſtères, ſavoir de l'ancien ou du nouveau, ſe portoit avec le plus de zéle & d'ardeur à faire réuſſir les entrepriſes du Gouvernement. Une conduite ſi modérée, ſi exempte de tout ſoupçon de reſſentiment, ſi ſupérieure à toute autre vûe que celle de ſervir le public, eſt peut-

être le plus grand, pour ne pas dire le premier exemple de vrai patriotisme qui ait été donné en Angleterre. C'est aussi sur cette belle conduite que s'est élevée l'union admirable dont Sa Majesté a tiré une si juste gloire dans la première harangue qu'Elle a faite à son Parlement.

Pouvons-nous donc supposer qu'un parti (car je ne veux point me servir du mot odieux de faction) élevé à l'autorité sur des principes constitutionels, établis sur les maximes de l'union publique, puisse refuser de suivre le glorieux exemple qui lui a été donné par ceux qu'il ne pouvoit point compter au nombre de ses amis? Si le Roi & son Conseil jugeoient à propos de conclure une paix qui leur paroî-

troit tout à la fois solide, honorable & avantageuse, faudroit-il craindre que ce parti ne voulût troubler les heureux commencemens du régne de Sa Majesté, & les obscurcir des nuages du mécontentement, des murmures & de l'opposition. Est-ce qu'ils voudroient, en traversant dans le Parlement ce qui auroit été arrêté dans le Conseil, faire revivre le reproche que notre nation s'étoit attirée autrefois de ne se plaire que dans la discorde, & dont Sa Majesté nous a dit qu'elle regardoit l'oubli comme sa plus grande gloire? Ce seroit, Milord, vouloir rendre à l'esprit de parti ses qualités les plus pestilentielles. Telles étoient les menées des *Whigs* & des *Toris*, & ces guerres cruelles qu'ils se li-

vroient, lorſqu'un parti avoit triomphé de l'autre. Sous le prétexte plauſible de l'intérêt public, prétexte à la fin reconnu déteſtable, ils faiſoient mépriſer le Gouvernement en s'oppoſant dans la Chambre des Communes aux meſures les mieux concertées du cabinet. C'eſt ainſi que tour-à-tour chaque parti augmentoit l'embarras & les malheurs de ſa Nation.

Je ſuppoſe que Sa Majeſté & ſon Miniſtère entreprennent de terminer cette ſcène de ſang, & qu'il ſoit réſolu dans le Conſeil de retirer nos troupes de la boucherie de l'Allemagne : pouvons-nous préſumer qu'il y ait des gens aſſez cruels pour s'élever contre cette réſolution, & pour dire : » Nous voulons » qu'il y ait encore du carnage : la

» Grande-Bretagne n'eſt pas aſſez
» épuiſée, il lui faut une effuſion
» de ſang encore plus abondante «.
Suppoſons encore qu'on prenne le parti de s'en tenir à une guerre défenſive, & de mettre la France dans la néceſſité ou de nous accorder des termes raiſonnables, ou de s'épuiſer en efforts ruineux de toutes les manières dans l'Amérique Septentrionale, comme nous l'avons fait depuis le commencement de la guerre. Si l'on s'en tenoit à cet avis, croyons-nous que le nouveau parti ſoit aſſez frénétique pour dire dans le Parlement : » Vous êtes trop riches, vos
» manufactures ſont trop floriſſantes,
» il vous faut tout ou rien : ne ceſſez
» point votre guerre offenſive, tant
» qu'il reſtera à la France un pouce

» de terrein dans l'Amérique Septen-
» trionale, ou dans l'Inde; défiez au-
» dacieusement toutes les Puissances
» de l'Europe amies ou ennemies? «
Enfin, si S. M. croyoit devoir détourner de dessus Hanovre le danger qui le menace, & indemniser S. M. Prussienne pour le secours qu'on lui retireroit en rappellant les troupes Angloises qui sont en Allemagne; d'où pourroit provenir une opposition à une demarche aussi salutaire, si ce n'est de la noirceur d'ame la plus caractérisée, & d'une haine qui sent son impuissance?

Ainsi, Milord, pour faire voir que nous sommes attachés aux régles du bon sens, concluons ici, que M. *Pitt* & ses amis ne voudront jamais perdre leur nom respectable

de Patriotes, par des efforts criminels pour renouveller ou pour perpétuer les malheurs de leur pays? Si jamais l'union de ſentimens fut néceſſaire à une nation; elle l'eſt pour nous dans nos circonſtances actuelles, & celui qui le premier oſera tenter de rompre cette harmonie dans le Parlement, doit être regardé comme l'ennemi public de ſes Compatriotes. La Grande-Bretagne ne peut rien craindre que de la déſunion de ſes conſeils; & ſi nos intérêts nous ſont toujours préſens, & que nous faſſions uſage de la plus petite partie de notre raiſon, jamais une pareille déſunion ne peut arriver. On ne peut point conclure, de la retraite de M. *Pitt*, qu'il ait perdu ſon crédit ou ſon influence dans les conſeils de Sa Majeſté. Un

Miniſtre auſſi bien intentionné qu'il paſſe pour l'être, dans l'opinion de tout le peuple, ne s'autoriſera point de ce qu'il eſt hors de place pour retirer au Gouvernement, les ſecours qu'il auroit pû lui donner s'il y eût été continué. Si ſon avis n'eſt pas toujours préféré, il a un aſſez heureux naturel pour croire que la moindre atteinte à la bonne harmonie, eſt un mal cent fois plus terrible dans ſes conſéquences, qu'une réſignation forcée de ſa part aux ſentimens des autres. Enfin ſoyons perſuadés qu'aucun motif de haine, dans lui ou dans ſes amis, n'influera jamais ſur leur conduite par rapport aux affaires publiques. Les marques généreuſes de ſatisfaction que Sa Majeſté lui a accordées pour tout ce qu'il a fait, exigent de lui

une continuation de ſervices. Quand Sa Majeſté ne lui auroit pas accordé de récompenſe, un Patriote doit toujours être prêt à ſervir ſon Maître & ſon pays, ſoit qu'il ſoit Miniſtre ou ſimple particulier.

C'eſt ainſi, Milord, que j'ai eſſayé de détruire d'avance toutes les appréhenſions que l'on peut faire naître dans l'eſprit des peuples, dans le moment critique où nous ſommes. Le changement que cette retraite importante doit produire, ne peut être ſuivi d'aucune autre mauvaiſe conſéquence, que de la fermentation qu'elle peut occaſionner dans les eſprits ſimples & droits, ſur leſquels les ennemis de l'état feroient agir une pernicieuſe influence ; j'ai cherché dans cet écrit dicté par les ſentimens les plus patriotiques à parer

un inconvénient si terrible. Lorsque le Peuple d'Angleterre revient de sa surprise ou de sa consternation, il est le peuple le plus raisonnable de tout l'Univers.

Je conviens cependant, Milord, que j'ai encore un autre objet dans cet écrit, c'est de seconder le vœu du public pour la paix, & de faire connoître combien il seroit dangereux d'insister sur des conditions de paix aussi chimériques qu'inadmissibles. Enfin j'ai voulu faire savoir à la Nation, que la retraite d'un seul Ministre, quelque idée que l'on ait de ses talens, de son rang & de sa popularité, ne peut ou au moins ne doit jamais dans des conjonctures aussi favorables que celles de l'union de sentimens qui regne parmi nous, troubler les conseils

& embarrasser les opérations d'un Prince aimé de son Peuple, ou d'un Peuple qui a la confiance de son Prince.

J'ai l'honneur d'être, *&c.*